

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 11/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BRENNTAG SA**

Zone d'activités Les Sauzets  
07340 Andance

Référence : 20240408-RAP-DAEN0342  
Code AIOT : 0006102305

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2024 dans l'établissement BRENNTAG SA implanté Zone d'activités Les Sauzets 07340 Andance. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 25 mars 2024 avait trois objectifs :

- réaliser le récolement de l'arrêté de mise en demeure du 31 mai 2023 pris à la suite de l'inspection du 17 mars 2023,
- vérifier les conditions de rejets des effluents aqueux dans le cadre d'une action de contrôle régional sur cette thématique,
- aborder la thématique de la présence de PFAS sur le site et dans ses effluents aqueux.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BRENNTAG SA
- Zone d'activités Les Sauzets 07340 Andance
- Code AIOT : 0006102305
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas

- IED : Non

Le site de BRENNTAG est spécialisé dans le stockage, la formulation et le conditionnement de produits chimiques. De par la quantité de produits stockés, il est classé Seveso seuil bas. Son activité est encadrée par l'arrêté préfectoral du 17/01/2007.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Délais
1	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II, IV et VI	Avec suites, Lettre de suite préfectorale, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	/	Demande d'action corrective	1 mois
6	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Préfectoral du 17/01/2007, article 9.2.3	/	Demande d'action corrective	1 mois
7	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Demande d'action corrective	1 mois
8	Étiquetage des produits chimiques	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Type d'effluents et traitement associé	Arrêté Préfectoral du 17/01/2007, article 4.3.1	/	Sans objet
5	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le bilan de l'inspection est mitigé :

- l'arrêté de mise en demeure du 31 mai 2023 ne peut pas être levé en l'état : les travaux de changement des revêtements des 3 zones visées sont bien avancés mais pas finalisés. L'exploitant justifie ce retard par les conditions météorologiques des cinq derniers mois n'ayant pas permis l'application des revêtements. Il n'a pas informé l'inspection des installations classées de ces difficultés et de ce retard malgré un échange par mail sur le sujet début décembre 2023,
- les effluents de dépotage de la zone minérale (eaux de rinçage principalement) ne rejoignent pas la station de neutralisation comme le prévoit l'arrêté d'autorisation du site mais directement le bassin de confinement via le réseau d'eaux pluviales. Ces effluents présentent potentiellement des pH très faibles ou très élevés en fonction des produits qui sont dépotés ou empotés (cas d'une base forte lors de l'inspection et un pH supérieur à 11 a été relevé lors de l'inspection sur les effluents de rinçage). Ce mauvais lignage des effluents pourrait expliquer les dépassements de pH relevés lors du contrôle inopiné de décembre 2023. L'exploitant a toutefois été très réactif et a mis en place deux jours après l'inspection des mesures correctives pour remédier à la situation, les éléments justificatifs associés ont été transmis,
- la surveillance des effluents aqueux du bassin de confinement, rejetés au Rhône ne correspond pas à la surveillance prescrite dans l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2007 et ne fait l'objet d'aucune traçabilité. De plus, cette surveillance n'a pas été renforcée à la suite du contrôle inopiné non conforme de décembre, contrairement à ce qui avait été annoncé à l'inspection des installations classées par mail fin janvier 2024.

Un projet de réfection de la station de neutralisation est cependant en cours. Les travaux sont prévus et doivent être lancés rapidement. Ils devraient permettre d'améliorer le traitement et la conformité des effluents rejoignant le bassin de confinement. L'exploitant devra s'engager sur un délai de réalisation de ces travaux.

Enfin, des éléments complémentaires sont attendus sur la teneur en PFAS des émulseurs utilisés sur le site afin de pouvoir se positionner sur la réglementation applicable au niveau de leur utilisation et de leur élimination en 2025.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Entretien de la rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II, IV et VI
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 17/03/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale, Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 04/07/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.</p> <p>Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p>

Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement.

L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.

#### IV. — Dispositions spécifiques aux rétentions déportées.

Dans le cas d'une rétention déportée, chaque stockage est associé à une zone de collecte pourvue d'un dispositif de drainage permettant de récupérer et de canaliser les écoulements vers la rétention déportée. (...)Le dispositif de drainage fait l'objet d'une vérification périodique, d'un entretien et d'une maintenance appropriés.

#### **Constats :**

Par arrêté préfectoral n°07-2023-05-31-00002 du 31 mai 2023, la société BRENNTAG a été mise en demeure de mettre en place un revêtement étanche et résistant à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis au niveau de (1) toutes les rétentions des cuves aériennes de la zone chimie minérale, (2) de l'aire de dépotage de la zone chimie minérale et (3) de la zone de manipulation et conditionnement de produits chimiques sous auvent de la zone chimie minérale.

Sur demande de l'Inspection, l'exploitant a transmis en décembre 2023 les justificatifs de commandes pour la réfection des différentes zones, les factures associées au nettoyage des rétentions, à la reprise des sols et à l'application de résines ainsi que les fiches techniques des deux types de revêtement appliqués. Le revêtement UCRETE UD 200 est appliqué sur la zone de conditionnement (zone 3) du fait de l'utilisation de chariots dans cet espace nécessitant une résistance mécanique renforcée. Le revêtement SIKACOR est appliqué pour les rétentions des stockages vrac (zone 1) et la zone de dépotage (zone 2).

L'exploitant n'a ni informé l'inspection lors de ces échanges des difficultés liées aux conditions météo (pluie et température en dessous de 12°C la nuit) ne permettant pas d'appliquer la résine, ni sollicité de délai supplémentaire pour le respect de la mise en demeure.

L'exploitant a présenté lors de l'inspection un mail de la société en charge de l'application des systèmes de revêtement en date du 22 mars 2024 faisant état de l'avancement de la mise en place de ces derniers : zone (3) réalisée à 99 %, zone (2) réalisée à 90 %, zone (1) - seule la première couche de résine sablée a été réalisée. La société indique qu'il reste 2 à 3 semaines de travail.

Lors de la visite des installations, il a en effet été constaté :

- au niveau de la zone 1, que la maçonnerie avait été reprise afin de faciliter l'application du revêtement et une paroi ajoutée afin de séparer des acides et des bases, que le revêtement a été poncé au sol et sur une partie des murs. L'exploitant a indiqué qu'une première couche de résine vinyl ester a été appliquée. Celle-ci est non visible à l'œil nu, à l'exception d'une zone où un écaillage est constaté. D'après la fiche technique du fournisseur, l'épaisseur d'application est de 0,7 mm. Le renfort en mat de verre et les couches de saturation et de finition n'ont toutefois pas encore été appliquées du fait des conditions météorologiques ne permettant pas l'application (pluie et température trop faible). L'exploitant a affirmé lors de l'inspection que la première couche suffisait à garantir une étanchéité.

- au niveau de la zone 2, qu'une couche de renfort en mat de verre a bien été appliquée, qu'il reste toutefois des zones au niveau notamment des angles où des reprises doivent encore être

<p>effectuées. L'exploitant a indiqué que ce revêtement a été installé à l'automne 2023. Il n'a pas pu être vérifié visuellement que l'application des deux dernières couches prévues dans la fiche technique (couche de saturation et de finition) ait été réalisée (non visible à l'œil nu). La zone de dépotage est toutefois utilisée dans l'exploitation régulière du site et des traces de décoloration due à la sollicitation de la zone sont déjà visibles.</p> <p>- au niveau de la zone 3, que le nouveau revêtement est en place au sol mais qu'il ne remonte pas au niveau des murs. Des opérateurs étaient en train de travailler au niveau de cette zone lors de la visite. Par conséquent, un contrôle visuel approfondi du revêtement n'a pas pu être effectué.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Les travaux de mise en conformité des revêtements des 3 zones ne sont pas finis. L'exploitant le justifie par les conditions météorologiques n'ayant pas permis l'application des revêtements prévus. <b>La mise en demeure du 31 mai 2023 ne peut être levée.</b></p> <p><b>Demande n°1 : L'exploitant doit s'assurer de la finalisation des travaux dès que possible. Il tient informé au fur et à mesure, et au plus tard sous un mois, l'inspection des installations classées de l'avancement des travaux restants et transmet à l'issue de ces derniers la totalité des justificatifs de mise en place finale des revêtements sur les 3 zones.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

## N° 2 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/03/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/06/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 17 mars 2023, il avait été demandé à l'exploitant de s'assurer, sans délai, que les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne soient pas associés à une même rétention. L'exploitant avait répondu que la zone évoquée avait été vidée et ne constituait plus une zone de stockage même temporaire et que les produits étaient désormais répartis en zone acide ou basique suivant leurs caractéristiques.</p> <p>Il a pu être constaté lors de la visite des installations, que la zone utilisée comme stockage de produits de toutes natures en mars 2023, était dorénavant vide de tout stockage et que les différents produits étaient bien stockés, soit en zone acide, soit en zone basique.</p> <p>De plus, il a également été constaté que deux rétentions dédiées ont été mises en place pour les 2 GRV (l'un de soude, l'autre d'acide) situés devant la station de neutralisation.</p>

Ceci est satisfaisant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Schéma des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un schéma des réseaux dans sa version « TOP 4 » de mars 2022. Les différents réseaux représentés sur celui-ci ont été passés en revue lors de l'inspection. Des portions du réseau d'eaux pluviales de la zone acide et basique ainsi que les 2 vannes d'isolement asservies au pH manquent. De plus, le réseau d'eaux usées domestiques ne correspond pas au fonctionnement actuel et nécessite d'être mis à jour.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>Demande n°2 : L'exploitant met à jour, sous un mois, son schéma des réseaux.</b> Il s'assure que l'ensemble des portions du réseau sont bien représentées ainsi que les différents organes (station de neutralisation, vannes d'isolement, regard...). Les sens d'écoulement pourraient utilement être ajoutés ainsi que les points de sortie des effluents.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 4 : Type d'effluents et traitement associé

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2007, article 4.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nature des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b> Les catégories d'effluents sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- eaux sanitaires : elles proviennent des bureaux et vestiaires, et transitent par une micro station raccordée au réseau d'eaux usées de la ZA ;</li> <li>- Eaux résiduares via séparateurs HC : ce sont les rejets éventuels liés à l'activité solvants pétroliers. Ces effluents sont dirigés vers un syst « séparateur d'hydrocarbure » avant d'être rejeté dans le bassin de confinement</li> <li>- Eaux résiduares chimie minérale : les eaux de l'activité chimie minérale sont traitées dans la station de neutralisation, avant d'être rejetées dans le bassin de confinement via le réseau d'eaux pluviales,</li> <li>- Eaux usées provenant de l'activité solvant chlorés : ces effluents (égouttures) provenant du poste de dépotage sont récupérés dans une cuve de réception de 5 m<sup>3</sup>. Ces effluents sont traités comme des déchets dangereux. La collecte et leur élimination sont effectuées par une société agréée à cet effet ;</li> <li>- Eaux pluviales : elles sont rejetées dans le bassin de confinement</li> </ul>

**Constats :**

- Les effluents sanitaires rejoignent maintenant le réseau communal au niveau du portail d'entrée du site. La micro station évoquée dans l'arrêté préfectoral et figurant sur le plan des réseaux n'est plus utilisée.

- Les justificatifs du dernier entretien réalisé du séparateur à hydrocarbures ont été vérifiés lors de l'inspection (rapport d'intervention du 25/04/2023 et BSD associé) et ne soulèvent pas de remarques.

- Les eaux résiduaires de la zone chimie minérale doivent être traitées dans la station de neutralisation avant rejet dans le bassin de confinement via le réseau d'eaux pluviales. Cela est bien le cas pour les effluents de la zone de conditionnement (zone 3 de la fiche de constat n°1). Toutefois, pour la zone de dépotage (zone 2 de la fiche de constat n°1), il a été constaté lors de la visite que les effluents rejoignent directement le bassin de confinement sans passer par la station de neutralisation.

En effet, une opération d'empotage d'une citerne de XX tonnes de lessive de soude à 50 % était en cours lors de l'inspection. Du fait de la configuration des réseaux, il a pu être constaté que les effluents de rinçage après empotage rejoignent directement par gravité le réseau d'eaux pluviales sans passage par la station de neutralisation. Le pH des effluents de rinçage a été vérifié par papier pH lors de l'inspection et était entre 11 et 12.

Le contrôle inopiné des effluents du bassin de confinement du 4 décembre 2023 a justement mis en évidence un dépassement de la valeur limite réglementaire en pH : pH mesuré de 10,3 en sortie du bassin pour une valeur réglementaire maximale de 8,5.

Deux jours après l'inspection, l'exploitant a informé avoir mis en place des mesures correctives : installation d'un obturateur sur le réseau eaux pluviales dans le regard en aval de la zone de dépotage afin de diriger les effluents vers la station (photo transmise), mise en place d'une consigne affichée à l'endroit concerné et mise à jour de la check-list de contrôle des installations en début et fin de journée avec ajout de la vérification chaque matin de la présence de l'obturateur du réseau d'eau pluviale (consigne et check-list transmises).

- L'activité solvants chlorés est à l'arrêt depuis de nombreuses années. Les prescriptions relatives à la gestion des effluents ne sont donc plus nécessaires.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49

**Thème(s) :** Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

**Prescription contrôlée :**

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.

**Constats :**

Le point de rejet dans le milieu récepteur n'a pas pu être contrôlé.

En effet, les effluents du bassin de rétention rejoignent le réseau d'eau pluviale de la zone d'activité qui passe sous le site Brenntag puis rejoint directement le Rhône.



<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 6 :** Respect des périodicités minimales de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2007, article 9.2.3
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
--

**Prescription contrôlée :**

Article 9.2.3 – Surveillance des eaux résiduaires

- un contrôle des eaux résiduaires du bassin de confinement sera effectué par l'exploitant, avant tout rejet dans le réseau d'eaux usées de la zone industrielle (mise à niveau bas du bassin). Ces analyses porteront sur les paramètres suivants : pH, volume rejeté, DCO
- un contrôle (inopiné) pourra être exigé à la demande de l'inspection sur le rejet de ces eaux résiduaires. Il devra être effectué par un organisme dont le choix sera soumis à l'avis de l'inspecteur des installations classées. Les paramètres de contrôle sont ceux visés à l'article 4.3.5 du présent arrêté

**Constats :**

L'exploitant a indiqué réaliser un contrôle au papier pH avant rejet des eaux résiduaires du bassin de confinement dans le réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle.

Ce contrôle et les dates de rejet ne sont pas tracés.

De plus, le volume rejeté et la DCO ne sont pas contrôlés non plus, contrairement aux dispositions de l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 17/01/2007.

L'exploitant a transmis après l'inspection un projet de fiche de gestion du bassin, prévoyant un contrôle du pH avant chaque rejet et son enregistrement dans la GMAO.

Les modalités de suivi et d'enregistrement du volume rejeté et de la DCO ne sont pas décrites.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°3 :** L'exploitant met en place un contrôle du volume rejeté et de la DCO à chaque rejet des eaux résiduaires du bassin de confinement vers le réseau d'eaux pluviales de la zone d'activité et la traçabilité associée, et ce dès le prochain rejet. Il transmet les justificatifs associés (organisation mise en place et exemple sur le premier rejet) à l'inspection des installations classées.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
---

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
--

<b>Proposition de délais :</b> 1 mois
---------------------------------------

**N° 7 :** Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement
---

**Prescription contrôlée :**

Article 58-IV

« Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

**Constats :**

Le contrôle inopiné des effluents du bassin de confinement du 4 décembre 2023 a identifié des

non-conformités :

- sur le pH (10,3 au lieu de 8,5)
- sur la concentration en phosphore total (18 mg/L au lieu de 10 mg/L)

Un plan d'action de remédiation à ces non-conformités a été demandé à l'exploitant par l'inspection des installations classées à la réception des résultats en janvier 2024.

En réponse à cette demande, l'exploitant a indiqué qu'un renforcement de l'autosurveillance allait être mis en place pour s'assurer du retour à la normale.

Lors de l'inspection, il a été indiqué qu'il a été considéré que les résultats du contrôle inopiné étaient erronés. Par conséquent, aucune recherche de cause n'a été menée et aucun renforcement de surveillance n'a été réalisé (cf fiche de constat précédente), contrairement à ce qui a été annoncé.

Aucun échantillon n'a été récupéré par l'exploitant lors du contrôle inopiné pour une contre analyse. Par conséquent, la remise en question des résultats du contrôle inopiné ne peut être démontrée. Un nouveau contrôle inopiné est planifié en 2024.

Le fonctionnement de la station de neutralisation des effluents de la zone minérale a été expliqué. Celui-ci s'effectue dans une fosse enterrée non accessible. Il n'y a pas de séparation des effluents acides et basiques qui rejoignent tous gravitairement la fosse. Une pompe peut être activée pour faire recirculer les effluents dans la fosse afin d'assurer leur homogénéisation. La fosse a été curée pour la dernière fois en 2021. La régulation s'effectue manuellement par le chef de dépôt par ajout d'acide ou de base issues des stockages directement au sol dans la zone de conditionnement afin qu'elles rejoignent par gravité la fosse enterrée. En fonction des cas, de la soude est utilisée pour relever le pH ou de l'acide phosphorique pour abaisser le pH. Il ne s'agit pas de produits dédiés à la neutralisation et le dosage est fait approximativement, à l'expérience, par le chef de dépôt.

L'exploitant a indiqué qu'une refonte complète de la station de neutralisation était prévue, que l'investissement avait été validé et que la commande devrait être lancée sous peu. Le devis a été présenté lors de l'inspection. Une séparation des effluents acide et basique est prévue avec la mise en place de stockage tampon. Une régulation pH par automate sera mise en place à l'aide de produits dédiés.

Une mise en service est attendue pour la fin de l'année 2024.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°4 : L'exploitant fournit sous un mois un plan d'actions assorti d'échéances visant à remédier aux non-conformités relevées, basé sur une analyse des causes. Dans ce cadre, il s'engage sur un délai de réfection de sa station de neutralisation.**

**D'ici le retour à la conformité des rejets, il renforce son autosurveillance en contrôlant avant chaque rejet, a minima, les paramètres pH et phosphore.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 8 : Étiquetage des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 16/12/2008, article 4, 17 et suivants
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Emulseurs PFAS
<p><b>Prescription contrôlée :</b> <u>Règlement européen du 16/12/2008 n°1272/2008 dit CLP</u></p> <p>4. Lorsqu'une substance ou un mélange est classé comme dangereux, les fournisseurs veillent à ce que cette substance ou ce mélange soit étiqueté et emballé conformément aux dispositions des titres III et IV avant d'être mis sur le marché.</p> <p>[...]</p> <p>9. Les fournisseurs d'une chaîne d'approvisionnement coopèrent afin de satisfaire aux exigences en matière de classification, d'étiquetage et d'emballage prévues dans le présent règlement.</p> <p>Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence, conformément à l'article 17 du règlement CLP.</p> <p><u>Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43</u></p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée « registre national des déchets », dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>[...]</p> <p>A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une analyse des 20 PFAS de la directive EDCH a été réalisée au niveau des eaux du bassin de confinement.</p> <p>Celle-ci met en évidence la présence de deux PFAS : le PFBA et le PFOS à des concentrations de 0,37 µg/L et 0,032 µg/L.</p> <p>Une nouvelle analyse des 20 PFAS est prévue lors du contrôle inopiné 2024 pour confirmer ces teneurs.</p> <p>Au vu des investigations menées à l'issue de ces résultats, l'exploitant a précisé dans un courrier du 31 mars 2023 supposer que ces PFAS proviendraient de l'émulseur utilisé pour la protection incendie de la zone solvant. Il est présent dans 4 fûts sur le site, d'une contenance totale de 600 litres. L'étiquetage relevé en inspection indique qu'il s'agit du SFPM 6/6 – émulseur polyvalent synthétique filmogène (AFF-AR) à hautes performances pour feux d'hydrocarbures et de produits chimiques polaires, fabriqué en mars 2006. L'étiquette des deux fûts contrôlés lors de la visite présentait un ancien format de pictogramme (irritant phrase R26 et S26) et ne comporte pas l'ensemble de l'étiquetage réglementaire requis.</p> <p>Une fois par an depuis 2016, l'émulseur était testé en réel lors de test sur site afin de vérifier son</p>

efficacité (foisonnement) et l'absence de dégradation de ses caractéristiques physico-chimiques. À l'issue de ces tests, les eaux chargées en émulseur rejoignent le bassin de confinement.

Par courrier du 31 mars 2023, l'exploitant s'est engagé à ne plus utiliser ces émulseurs pour des tests, formation ou exercice POI, conformément au règlement (UE) 2019/1021. Lors de la visite, il a été constaté sur 2 fûts d'émulseur une affiche indiquant cette interdiction.

Concernant les mousses anti-incendie à la vente / utilisées, il est rappelé que :

- Le règlement 757/2010 sur le PFOS. Les mousses anti-incendie qui contiennent des PFOS sont interdites à la vente et à l'utilisation depuis le 27 juin 2011.

- Le règlement 2017/1000 (PFOA ou C8). Les mélanges de concentrés de mousse anti-incendie (qui contiennent des PFOA) mis sur le marché avant le 4 juillet 2020 qui doivent être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousse anti-incendie doivent être inférieures à 25 µg/l de PFOA. Les émulseurs mis sur le marché après cette date ne doivent pas contenir de PFOA (au-dessus du seuil).

- Le règlement 2020/784 (PFOA ou C8). Par dérogation, l'utilisation du PFOA est autorisée, jusqu'au 4 juillet 2025, dans la mousse anti-incendie sous réserve des conditions suivantes:

- a) Il ne doit pas être utilisé pour la formation.

- b) Il ne doit pas être utilisé pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus.

- c) à partir du 1er janvier 2023, l'utilisation de mousses anti incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA n'est autorisée que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets. Après cette date, ils seront interdits sur tous les sites.

- La restriction applicable aux C9-C14 PFCA, linéaires et ramifiés, y compris leurs sels et leurs combinaisons et les substances apparentés (entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH) : par dérogation aux prescriptions générales de la restriction, l'utilisation de ces substances dans les mousses anti-incendie, est autorisée, jusqu'au 4 juillet 2025, uniquement sur des feux de classe B, avec des conditions particulières suivantes :

- a) Il ne doit pas être utilisé pour la formation.

- b) Il ne doit pas être utilisé pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus.

- c) à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023, l'utilisation de mousses anti incendie contenant ou pouvant contenir ces substances n'est autorisée que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets. Après cette date ils seront interdits sur tous les sites.

- d) les stocks de mousses sont éliminés conformément à l'article 5 du règlement POP

- Le projet de restriction applicable aux PFHxA, ses sels et substances apparentées prévoit des prescriptions aux mousses et concentrés de mousses contenant ces substances. Il a obtenu un avis favorable lors du Comité REACH du 29/02/2024. Le projet de règlement va maintenant être soumis à un examen de trois mois par le parlement européen et le Conseil, avant d'être adopté par la Commission.

D'autre part, le règlement 2022/2400 (dit règlement « POP ») met à jour les annexes IV et V du règlement POP qui déterminent comment les déchets contenant des POP sont traités, notamment s'ils peuvent être recyclés ou doivent être détruits. En particulier, il ajoute les substances suivantes, avec leurs limites de concentration :

- l'acide perfluorooctanoïque (PFOA), ses sels et les composés apparentés au PFOA,

- l'acide perfluorohexane sulfonique (PFHxS)

Le règlement est applicable depuis le 10 juin 2023.

Les limites de l'annexe IV du règlement POP sont de 1 mg/kg en « PFOA et ses sels » et de 40 mg/kg en « somme des composés apparentés au PFOA ».
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande n°5 :</b> L'exploitant transmet, sous 1 mois, la FDS de l'émulseur utilisé et reprend, sous 1 mois, l'étiquetage non conforme des fûts de SFPM 6/6 présents sur le site.</p> <p><b>Demande n°6 :</b> L'exploitant se positionne, sous 3 mois, sur les teneurs en PFOS, PFOA, PFHxS, PFCA et les PFHxA de son émulseur en transmettant à l'inspection une attestation fournisseur ou des résultats d'analyse.</p> <p>En fonction de ce positionnement, il veillera à prendre les dispositions appropriées immédiatement ou lors de l'élimination (déchets « POP » ou non) et du remplacement de cet émulseur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois